

Le mardi 19 septembre 2017

Réunion du Conseil d'Administration de la Fédération des étudiants et des étudiantes de Centre
universitaire de Moncton (FÉÉCUM)

Resto-lounge le 63, Centre Étudiant, Université de Moncton

Présences :

Tristian Gaudet	Président de la FÉÉCUM
Alexandre Cédric Doucet	V.-P. exécutif de la FÉÉCUM
Pascale Joëlle Fortin	V.-P. interne de la FÉÉCUM
Jacques-Roch Gauvin	V.-P. académique de la FÉÉCUM
Jeremy Court	Représentant de Droit
Francis Bourgoïn	Représentant d'Éducation
Sabie Paris	Représentante de l'AÉÉICUM
Olivier Rioux	Représentant des Arts
Alex Mercier (excusé à 18 h 12)	Représentant d'Administration
Charles Rand	Représentant d'Ingénierie
Angèle Leblanc	Représentante de Psychologie
Geneviève Latour (excusée à 18 h 14)	Représentante de Travail social
Vincent Leclair	Représentant de Kinésiologie et Loisirs
Rémi Gionet	Représentant de Sciences infirmières
Andréanne Marcotte	Représentante de l'ÉSANEF
Andrea Lebel (arrivée à 17 h 46)	Représentante de Sciences

Absences :

Représentant de Sciences sociales

Ordre du jour :

1. Ouverture
2. Vérification du quorum
3. Nomination d'un. e secrétaire d'assemblée
4. Lecture et adoption de l'ordre du jour
5. Lecture et adoption du procès-verbal de la réunion précédente
6. Décisions estivales
7. Retour des membres du CE
8. Nouveau ministre
9. Comités : MAUI, soirée au Coude, Dons
10. Politique d'attribution des soirées au Coude/63
11. Antenne CKUM
12. Sénat académique
13. Programme de discussion bilingue
14. Assurances étudiants internationaux
15. Syndicat étudiant
16. Communication externe du CA
17. Vote en ligne
18. Varia
19. Session questions/commentaires
20. Clôture de la réunion

1. Ouverture

La réunion débute à 16 h 42.

2. Vérification du quorum

Le Président constate que le quorum est atteint.

3. Nomination d'un.e secrétaire d'assemblée

Éducation propose Nicolette Belliveau comme secrétaire d'assemblée, appuyée par Arts. Cette proposition est adoptée à l'unanimité.

Résolution 4558-FECA-170919

Proposé par Éducation et appuyé par Arts.

Adopté à l'unanimité.

4. Lecture et adoption de l'ordre du jour

Le V.-P. interne demande un ajout au point varia, celui du Fentanyl. Elle demande également que le point 5, lecture et adoption du procès-verbal de la réunion précédente soit rapporté à la prochaine rencontre.

Ingénierie propose l'ordre du jour tel que modifié, appuyé par Kinésiologie et Loisirs. Cette proposition est adoptée à l'unanimité.

Résolution 4559-FECA-170919

Proposé par Ingénierie et appuyé par Kinésiologie et Loisirs.

Adopté à l'unanimité.

5. Décisions estivales

Le V.-P. exécutif explique que selon la Constitution de la FÉÉCUM, le CE peut prendre des décisions pendant la période estivale qui seront par la suite ratifiées par le CA. Le CE a pris 4 décisions pendant la période estivale, soit d'appuyer la campagne contre le glyphosate, d'appuyer la poursuite d'Égalité santé en français, d'appuyer la manifestation pour Jackie Vautour et d'appuyer la demande d'Égalité santé en français pour la rupture du contrat de Croix Bleue Médavie avec Ambulance NB. En ce moment, ils argumentent que Croix Bleue Médavie ne remplit pas le critère d'Ambulance NB sur le bilinguisme des travailleurs paramédicaux.

Administration souligne qu'il a travaillé pour Croix Bleue Médavie au cours de l'été. Il souhaite divulguer ceci à l'assemblée par souci de transparence.

Arts propose qu'il soit résolu que la FÉÉCUM appuie la campagne contre le glyphosate, la poursuite d'Égalité santé en français, la manifestation pour Jackie Vautour et la campagne d'Égalité santé en français contre Croix Bleue Médavie, appuyé par Travail Social.

Résolution 4560-FECA-170919

Proposé par Arts et appuyé par Travail Social.

Adopté à unanimité.

6. Retour des membres du CE

La V.-P. interne explique qu'elle avait deux dossiers principaux cet été. Premièrement, il y avait la campagne sur la culture de consentement. Tous les conseils ont accepté d'être ambassadeurs de la campagne. Elle encourage tous les conseils et les individus de partager les publications au cours des prochaines semaines.

Il y avait également la Rentrée 2017, alors le Party de 1755. Ils n'ont pas encore bouclé le budget puisque toutes les factures ne sont pas encore réglées. La participation approchait 1500 personnes, ce qui est beaucoup plus que pour les activités des dernières années.

Le V.-P. académique mentionne qu'il a eu plusieurs rencontres, notamment au sujet de la réembauche de la bibliothèque en chef, des stages non rémunérés, d'« experiential learning » et de la plateforme de partage de note StudyBox.

Le V.-P. exécutif a eu plusieurs rencontres depuis son entrée en mandat. Il a rencontré le CAFI pour leur projet-pilote où 40 étudiants internationaux seraient éligibles pour la

résidence permanente. Il a rencontré la D.G. du Conseil des femmes afin de discuter des stages non rémunérés et faire une demande d'être membre de leur CA, qui fut acceptée. Il a également eu une rencontre avec la Coalition d'équité salariale afin de discuter des stages non rémunérés; la FÉÉCUM va aussi appuyer leur nouvelle campagne. De plus, Il a rencontré l'Association francophone des municipalités du Nouveau-Brunswick au sujet des stages non rémunérés. Une rencontre avec les Ministres Victor Boudreau et Donald Arsenault a eu lieu au sujet de l'assurance-maladie pour les étudiants internationaux et les stages non rémunérés. Élections N. B. a confirmé que le campus recevra un bureau de vote lors des prochaines élections fédérales en 2018. Il est prévu qu'il rencontrera Blaine Higgs, le chef du parti progressiste-conservateur, ce jeudi.

Il a participé à la rencontre inaugurale de la Concertation des organismes francophones. L'AFMNB a soulevé la situation des municipalités francophones ; un grand nombre ne sont pas regroupées et font partie des D.S.L. Égalité santé en français ont expliqué leur position vis-à-vis la privatisation des soins de santé. Le Réseau de santé Vitalité est aussi en désaccord avec la privatisation de ces services. Le SANB et le MAC sont en train de monter un dossier afin de recevoir des subventions pour voir à la création d'un P.D.G. pour cette concertation.

Une rencontre avec la haute administration de l'Université a eu lieu, où le Président était aussi présent. Le V.-P. exécutif a conclu une entente avec Codiac Transpo pour que tous les étudiants accèdent gratuitement aux services pour le mois de septembre. Il a eu une rencontre avec David Coon par rapport aux stages non rémunérés qui a semblé positive. Il a eu plusieurs discussions avec le Sous-ministre de l'éducation postsecondaire au sujet des stages non rémunérés ainsi que les TCLF. Il a eu une rencontre avec la mairesse de Moncton, le maire de Dieppe, Jean-Marie Nadeau, le Front Commun, l'Association des diététistes et l'ABPPUM au sujet des stages non rémunérés. Il travaille sur un partenariat entre les Jeux de la Francophonie internationale 2021 et le Congrès mondial acadien 2019

afin de rapprocher ces événements des étudiants. Il a rencontré l'association étudiante du campus de Shippagan au sujet des stages non rémunérés et écouté leurs suggestions.

Le 18 et 19 août, il a participé à une conférence sur la diversité sexuelle à Montréal, où il a pu suivre une variété d'ateliers. Une présentation de l'Université de Genève présentait de belles initiatives sur la question du « coming out » (peut faire des post-its qui contiennent des histoires de coming out) et de la difficulté d'identification avec une communauté (peut écrire des lois pour critiquer la situation). Il y a maintenant un organisme à Moncton qui aide des réfugiés à faire leur demande d'asile pour raison de discrimination sur le sexe dans leur pays d'origine. Enfin, il a eu une rencontre avec le sénateur René Cormier au sujet des stages non rémunérés et de la francophonie en milieu minoritaire ici en Acadie et ailleurs au Canada.

Sciences infirmières demande si les heures de stage pourraient être comptées dans les demandes d'assurance-emploi. Le Président a eu une rencontre avec la députée fédérale Ginette Petitpas-Taylor, qui a répondu qu'il s'agit d'un dossier national, donc que les changements doivent émaner du gouvernement fédéral; alors la réponse n'était pas aussi positive. Par contre, la situation est aussi problématique dans d'autres provinces, alors ce n'est pas un dossier impossible à défendre.

Administration constate qu'il y a le RÉÉFAC, le Regroupement des associations étudiantes des facultés d'administration d'autres universités. Sciences infirmières affirme qu'ils ont également ce genre d'association.

Éducation constate qu'il n'existe pas ce genre d'association pour eux puisque l'éducation varie de province à province.

Le Président constate dans son rapport qu'il a donné près de 40 entrevues pour la campagne contre les stages non rémunérés et que la campagne s'est propagée de manière

excellente. Ils étaient présents dans la presse écrite, et également à la radio. La campagne sur le consentement s'est rendu jusqu'à RDI.

Au Conseil des gouverneurs du mois d'août, le sujet du commissaire a été discuté, mais le vote a été repoussé jusqu'au mois de septembre. Par contre, au Conseil des gouverneurs du mois de septembre, un accord entre la haute administration et l'ABPPUM a fait en sorte que le vote soit repoussé à nouveau, jusqu'à décembre. Sinon, le comité de sélection pour le commissaire comptera des étudiants alors la FÉÉCUM s'assurera de nommer la bonne personne afin de guider cette sélection. Le Président constate que les relations avec la haute administration de l'Université peuvent être difficiles, mais qu'il faut s'assurer de garder les voies de communication ouvertes. C'est de cette manière que la FÉÉCUM est parvenue à faire ajouter un pouvoir d'enquête au poste de commissaire.

Éducation questionne la portée du pouvoir d'enquête. Le Président confirme que le commissaire aura le pouvoir d'enquêter sur n'importe quel sujet lié à ses observations, pas seulement des enquêtes en lien avec des plaintes.

Le Président continue en expliquant que la grande discussion autour de la table du Conseil des gouverneurs est la hausse des frais de scolarité à UNB. Selon les estimations, leurs frais de scolarité augmenteront de presque 1000 \$. UNB utilise l'argument du DSG (Programme des droits de scolarité gratuits) pour justifier la hausse. Le contre argument soulevé par le Président est que si les frais augmentent, les étudiants qui n'ont pas accès au DSG vont simplement choisir d'aller étudier à une autre université, en l'absence d'un avantage à UNB. Il est important de porter cet argument auprès du gouvernement provincial. Il faut également s'attarder à la hausse possible des frais de scolarité à la faculté de Droit. La rencontre avec la haute administration sur ce sujet n'a pas été très positive ; leur vision est opposée à celle de la FÉÉCUM, mais on tente de garder les lignes de communication ouvertes.

Ingénierie demande si, compte tenu de toutes les entrevues et la couverture médiatique sur la campagne contre les stages non rémunérés, le gouvernement a réagi. Le V.-P. exécutif note que la réaction varie d'un ministère à l'autre. Par exemple, pour l'éducation, le gouvernement se montre ouvert à la rémunération des stagiaires après la 6^e semaine du dernier stage, puisque c'est à ce moment que les stagiaires prennent la pleine charge d'enseignement. Toutefois, la réponse initiale du gouvernement quant à la campagne était que les coûts accumulés pendant un stage peuvent être ajoutés au prêt étudiant. Cette réponse ne satisfait pas la FÉÉCUM puisque ça augmente la dette étudiante.

L'AÉÉICUM demande pourquoi le Conseil des gouverneurs veut augmenter les frais de scolarité? Le Président indique que l'Université est sous-financée alors il y a un manque de fonds qui doit être comblé. L'augmentation des frais de scolarité dans le court terme augmente le financement de l'Université, mais à long terme ceci contribue à la baisse des inscriptions, notamment chez les étudiants internationaux. Il constate qu'il faut développer une stratégie afin de promouvoir cette mentalité. Le Président siège également sur le Comité exécutif du Conseil des gouverneurs, où on pense arriver à conclure un protocole d'entente avec le gouvernement provincial quant au financement de l'institution. Ce protocole verrait le financement augmenter de 1 % pour 3 ans et 2 % la dernière année du protocole. L'Université est aussi en train de négocier le financement supplémentaire. Le protocole d'entente devrait être en place d'ici le 24 septembre.

7. Nouveau Ministre

Le Président reconnaît qu'en raison de sa position, il doit faire preuve de transparence. En 12^e année, Roger Melanson, le nouveau ministre d'éducation postsecondaire, l'avait approché pour faire du bénévolat pour sa campagne électorale, et il a accepté. Par contre, il souligne que ce fait ne change pas la manière dont il interagit avec le gouvernement.

Ingénierie ne pense pas que le Président devrait avoir honte d'avoir fait du bénévolat, mais devrait par contre être reconnu pour son engagement communautaire.

8. Comités : MAUI, soirée au Coude, Dons

Le V.-P. interne explique qu'il faut combler 2 sièges au CA des MAUI, 3 sièges au Comité d'attribution des soirées passés minuit, 4 sièges au Comité de finance et 2 sièges avec un suppléant au Comité de reconnaissance des associations étudiantes.

La FÉÉCUM occupe des sièges au CA des MAUI puisqu'elle possède un droit de regard lié au levier financier avec l'Université. Il y a approximativement une rencontre par mois. Pendant l'appel aux candidatures, Éducation et Arts se portent volontaires.

Ingénierie propose Éducation et Arts comme représentants de la FÉÉCUM au CA des MAUI, appuyé par Administration.

Résolution 4561-FECA-170919

Proposé par Ingénierie, appuyé par Administration.

Adopté à l'unanimité.

Deux abstentions : Éducation et Arts

Pour le Comité d'attribution des soirées, si les modifications sont adoptées, il y aurait une rencontre par mois. Kinésiologie et Loisirs, l'AÉÉICUM et Administration se portent volontaires.

Arts propose les candidatures de Kinésiologie et Loisirs, l'AÉÉICUM et Administration au Comité d'attribution des soirées, appuyé par Ingénierie.

Résolution 4562-FECA-170919

Proposé par Arts, appuyé par Ingénierie

Adopté à l'unanimité.

Trois abstentions : Kinésiologie et Loisirs, AÉÉICUM et Administration.

Le Comité de reconnaissance des nouvelles associations étudiantes se rencontre au besoin. Ils ont besoin deux membres et d'un suppléant. L'AÉÉICUM et Éducation se portent volontaires comme membres et Administration comme suppléant.

ÉSANEF propose les candidatures de l'AÉÉICUM et Éducation comme membres et Administration comme suppléant au Comité de reconnaissance des nouvelles associations étudiantes, appuyé par Ingénierie.

Résolution 4563-FECA-170919

Proposé par ÉSANEF, appuyé par Ingénierie.

Adopté à l'unanimité.

Trois abstentions : AÉÉICUM, Éducation et Administration.

Le Président présente les responsabilités du Comité des finances : décider les dépenses plus que 10 000 \$, révision de la cotisation étudiant et tout changement/diminution du budget. Il y a 4 membres. Ingénierie, ÉSANEF, Administration et Psychologie se proposent comme candidats.

Kinésiologie et Loisirs propose les candidatures d'Ingénierie, ÉSANEF, Administration et Psychologie au Comité des finances, appuyé par Arts.

Résolution 4564-FECA-170919 :

Proposé par Kinésiologie et Loisirs, appuyé par Arts.

Adopté à l'unanimité.

Quatre abstentions : Ingénierie, ÉSANEF, Administration et Psychologie.

9. Politique d'attribution des soirées au Coude/63

La V.-P. interne présente certaines modifications à apporter à la politique d'attribution des soirées au Coude/63. Auparavant, il y avait 3 dates de tombée pour déposer les demandes. Avec les modifications, la FÉÉCUM aimerait avoir 6 dates de tombée. Administration avait parlé avec Mélanie de la FÉÉCUM quant aux soirées qui restaient l'an dernier. La V.-P. constate qu'il restait 2 soirées l'an dernier et que la FÉÉCUM se réserve 2 soirées par année. La FÉÉCUM s'est assurée que ces deux soirées soient attribuées.

La modification ferait en sorte que le 15 de chaque mois serait la date de tombée. Alors, à chaque mois, les soirées seraient attribuées pour le mois suivant. Afin d'évaluer efficacement les demandes de soirées, une grille d'évaluation va toujours être utilisée. La posée au le CA est de savoir si cette grille reste confidentielle ou si elle devient publique.

Kinésiologie et Loisirs demande par rapport à la date limite. Le V.-P. interne indique que la date limite est le 15 du mois, et que le comité se réunirait quelques jours plus tard.

Kinésiologie et Loisirs demande ce qui se passerait pour ce mois-ci. Vu que le 15 est déjà passé, les modifications entreraient en vigueur le mois prochain, en octobre.

Kinésiologie et Loisirs propose de rendre publique la grille d'évaluation et que la date de tombée de la modification des dates de tombée soit en octobre, appuyé par Administration.

Résolution 4565-FECA-170919

Proposé par Kinésiologie et Loisirs, appuyé par Administration.

Adopté à l'unanimité.

10. Antenne CKUM

Le Président souhaite discuter de la demande de la D.G. des MAUI pour appuyer leur demande d'antenne.

Le V.-P. exécutif propose d'appuyer les démarches de CKUM vis-à-vis leur antenne par l'entremise d'une lettre l'appui, appuyé par Travail Social.

Kinésiologie et Loisirs demande des clarifications par rapport à l'histoire de l'antenne. Les MAUI ont fait une demande de 30 000 \$ au gouvernement provincial pour financer l'antenne. Quelques mois plus tard, le gouvernement les a informés que l'Université a déjà utilisé les fonds et donc qu'ils ne peuvent pas les obtenir pour l'antenne. Par contre, CKUM est une radio communautaire indépendante de l'Université alors c'est impossible que l'Université ait utilisé ce financement.

Résolution 4566-FECA-170919 :

Proposé par V.-P. exécutif, appuyé par Travail Social.

Adopté à l'unanimité.

11. Sénat Académique

Le V.-P. académique fait un survol des derniers Sénats académiques. Celui au mois d'aout portait principalement sur les rapports des sous-comités. Dans le rapport du VRER, il a expliqué que les étudiants internationaux sont à la baisse, alors le V.-P. académique a demandé les raisons de cette baisse. Le VRER l'a expliqué comme étant liée aux bourses, etc. Selon le V.-P. académique, le vrai problème c'est les frais de scolarités beaucoup moins chers à l'Université d'Ottawa. Par contre, le VRER ne voit pas ceci comme une raison valable. Les professeurs sont également concernés par ce fait.

Éducation demande un retour sur le Sénat du mois de mai également.

Au mois de mai, le dossier principal était la modification de la politique quant aux étudiants ayant un handicap. Selon la loi, il ne peut pas y avoir limite pour dévoiler le handicap à l'Université ou au professeur. De plus, le Service d'aide ne peut pas dévoiler

le diagnostic au professeur. Éducation ajoute que l'Université a l'obligation d'accommoder. Le V.-P. académique indique aussi que la Faculté d'Ingénierie a adopté le barème de conversion de notes de toutes les autres Facultés, alors c'est maintenant pareil pour tous les programmes de 1^{er} cycle à l'Université.

Le V.-P. académique constate qu'à la RVD il y a beaucoup de discussions par rapport aux TCLF. Il y a également des discussions afin de permettre des inscriptions anticipées aux cours, au lieu de le faire au mois d'août comme maintenant. Il serait peut-être mieux d'ouvrir les inscriptions plus tôt dans l'année pour éviter les problèmes un mois avant le début des cours. Par contre, il y a toujours de la résistance à cette suggestion venant de certaines Facultés.

Droit indique qu'il est un étudiant-conseil, et indique que dans les cas de problèmes académiques il est possible de consulter ces derniers.

Arts demande que la FÉÉCUM fasse pression auprès de l'Université pour que ManiWeb soit remplacé ou mis à jour.

Éducation mentionne que d'autres universités font les inscriptions pour les 1^{res} années dans les écoles secondaires. Il serait sage de faire les inscriptions un semestre à l'avance.

12. Programme de discussion bilingue

Le V.-P. académique constate un manque de capacité en anglais oral chez plusieurs étudiants, de même qu'en français oral chez certains étudiants du groupe-pont. Le Programme de discussion bilingue consisterait en 30 minutes de discussion dans chaque langue. Il y aura une période d'inscription et les personnes seront jumelées; une anglophone et une francophone.

ÉSANEF demande si la FÉÉCUM a ciblé des programmes où des tests langagiers sont requis. Par exemple, en nutrition, les étudiants doivent passer un test d'anglais pour pouvoir faire leur stage. Le Président répond que non, mais qu'il s'agit d'une question qu'ils pourraient étudier.

Le V.-P. académique explique qu'il y a déjà des cercles de conversation qui existent dans les deux langues, mais que l'aspect du jumelage serait unique au programme proposé.

13. Assurances étudiants internationaux

Le Président dénonce le temps que le gouvernement provincial prend pour mettre ceci en place. Ils ont fait la promesse au mois de février, mais ce n'est toujours pas fait.

Une réponse quant au délai a été envoyée ce matin par le gouvernement provincial aux différentes instances ; ils prévoient traiter les demandes d'ici quelques semaines. Vu qu'il y a maintenant une date, ils ont décidé de ne pas sortir dans les médias pour maintenant.

AÉÉICUM constate qu'il n'y a toujours pas de date fixe ni de réponse finale dans la communication du gouvernement provincial. Les étudiants au CCNB sont assurés avec l'assurance provinciale déjà et les étudiants ici se demandent pourquoi. Ce dossier a un impact sur le recrutement, mais aussi sur la confiance envers le gouvernement. AÉÉICUM veut être impliqué dans le processus pour cet enjeu.

V.-P. exécutif explique qu'il essaye d'obtenir des détails depuis l'annonce initiale, mais n'a jamais eu de réponse concrète. La réponse reçue maintenant n'est pas satisfaisante et sera révisée en CE. Il aimerait une réponse dans les médias plutôt que par courriel.

14. Syndicat étudiant

Le V.-P. exécutif, Éducation et Arts demandent un huis clos pour ce point.

Arts et Ingénierie demandent la clôture du huis clos

Résumé du Président : Point d'information et discussion sur la culture de syndicalisation à l'Université de Moncton.

15. Communication externe du CA

Le V.-P. interne explique que puisque les CA sont ouverts au public, Marc-Samuel, l'agent de communication de la FÉÉCUM, aimerait faire un « live stream » et un « live tweet » des CA.

Le V.-P. exécutif constate que ça relève de l'évidence d'évoluer en ce sens pour faire preuve de transparence ; ceci montre l'exemple à l'Université et au Conseil des gouverneurs qui n'est pas ouvert au public et aux étudiants.

Arts demande quel serait le lieu des « live streams » parce que le son dans le 63 est atroce. Le Président dit qu'ils vont essayer de décider les dates des CA d'avance dans le but de réserver le B-149 pour toutes les rencontres.

Éducation est d'accord avec cette idée puisque c'est un moyen d'augmenter l'engagement étudiant, par contre il demande comment le son sera géré. Le Président explique qu'ils sont en train de travailler à la logistique, alors ça reste à voir.

Arts propose de faire des « live streams » et des « live tweets » des réunions du C.A., appuyé par ÉSANEF.

Résolution 4567-FECA-170919 :

Proposé par Arts et appuyé par ÉSANEF.

Adopté à l'unanimité.

16. Vote en ligne

Le Président explique que ceci serait la première tentative afin de voir si c'est possible d'avoir des votes en ligne sur le groupe Facebook du C.A.

Éducation émet des réserves en disant que les votes en lignes devraient être réservés pour le « rubber stamp » sur d'anciennes discussions. Pour les nouvelles discussions, il est difficile d'avoir le portrait global en ligne et c'est le point d'avoir un C.A. Faire des votes en ligne augmente le risque des votes aveugles, c'est-à-dire que des membres votent « oui » sans avoir lu la totalité des discussions. Le Président est d'accord que le but du C.A. est d'avoir des débats, et que les votes en ligne ne sont pas toujours idéaux pour cela.

AÉÉCUM constate que le fait qu'il y a des décisions qui doivent être discutées en personne avant d'être faites. En ligne, l'intention peut être ambiguë et les mots ne sont pas toujours évidents à trouver. Le Président souligne qu'il n'y a de politique pour le vote en ligne, mais que ce serait peut-être une bonne idée d'en développer une.

Arts signale que si quelqu'un prenait une capture d'écran et l'envoyait aux mauvaises personnes, cela pourrait causer des conflits.

ÉSANEF souligne que dans l'éventualité de votes en ligne il faudra allouer un délai suffisant pour que les membres du C.A. puissent prendre connaissance de l'enjeu et solliciter l'avis de leur conseil.

17. Varia

a. Fentanyl

Le V.-P. interne explique qu'en règle générale, l'Université réagit à des problèmes plutôt que de chercher à les prévenir. La FÉÉCUM aimerait que les membres du C.A. réfléchissent à l'acquisition de trousse de Naloxone. Ces trousse coûtent 40 \$ et le

médicament qu'elles contiennent agit comme antidote en cas de surdose de plusieurs drogues, notamment le Fentanyl, afin de prévenir le décès de la personne.

Le Président indique qu'il y a des utilisateurs de drogues à l'Université et qu'il faut être proactif.

Le V.-P. exécutif explique que Raymond Blanchard a été en contact avec la Service de psychologie puisqu'ils voulaient un financement pour se doter de ces trousse, mais que l'Université n'a pas voulu débloquer les fonds. Ceci fait en sorte que la FÉÉCUM veut prendre l'initiative.

18. Session questions/commentaires

Aucun.

19. Clôture de la réunion

Ingénierie propose la fermeture à 18 h 29.

Nicolette Belliveau
Secrétaire

Tristian Gaudet
Président